

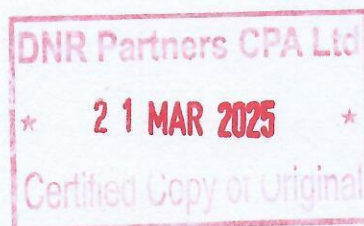


**RESEAU INTERDIOCESAIN
DE MICROFINANCE
(RIM PLC)**

**ETATS FINANCIERS ET
RAPPORT DE L'AUDITEUR
INDEPENDANT**

**POUR L'EXERCICE CLOS
AU 31 DECEMBRE 2024**

Date d'émission : Mars 2025



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

TABLE DE MATIERE

| | |
|--|----|
| 1. RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION..... | 4 |
| 2. RESPONSABILITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | 6 |
| 3. RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE DE LA SOCIETE..... | 7 |
| 4. RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT..... | 11 |
| 5. RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR | 13 |
| 6. LES ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024 | 16 |
| 6.1 COMPTE DE RESULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024 | 16 |
| 6.2 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2024..... | 17 |
| 6.3 ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES | 18 |
| 6.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOSE LE 31 DECEMBRE 2024..... | 19 |
| 6.5 NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS | 20 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

INFORMATIONS GENERALES

Identification RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
B.P 951
Kigali. Rwanda

Auditeur DNR PARTNERS CPA Ltd
KG 647 St, Kigali
P. O. Box 5247 Kigali, Rwanda
+250 788 386 134
info@dnrpartners.com
www.dnrpartners.com

Banques

Bank of Kigali
K4 Ave
P.O Box 175
Kigali-Rwanda

BPR
P.O Box 1348
Kigali-Rwanda

I&M Bank du Rwanda Limited
P.O Box 354
Kigali-Rwanda

GT Bank
P.O Box 331
Kigali-Rwanda

Equity Bank Plc
P.O. Box 494
Kigali-Rwanda

UNGUKA Bank
Dorona House
P.O.Box: 6417
Kigali -Rwanda

BRD
KN 2
P.O.Box 1341
Kigali-Rwanda

BNR
P.O.Box 531
Kigali-Rwanda

AB Bank Rwanda Plc
KN 78 St, Kigali



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

1. RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Activité Principale

Le Réseau interdiocésain de Microfinance (RIM Plc) a été créé pour fournir essentiellement les services d'épargnes et de crédits, comme institution de microfinance sur le territoire de la République du Rwanda, afin de :

- Contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la mobilisation de l'épargne et la distribution des crédits en faveur des démunis économiquement actifs ;
- Contribuer à l'essor de la croissance socio-économique du pays par le renforcement de l'esprit d'entrepreneuriat ;
- Promouvoir la dignité humaine.

Résultat

Le résultat du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) PLC pour la période clôturée au 31 Décembre 2024 est décrit à la page 15.

Actionnaires

Les actionnaires de la Microfinance pour la période clos le 31 Décembre 2024 sont les suivant :

| S/N | Actionnaires | Nombre d'actions | Montant apport en FRW | Actions en % |
|-----|---------------------|------------------|-----------------------|--------------|
| 1 | CARITAS Rwanda | 4.804 | 480,400,000 | 41 |
| 2 | DIOCESE GIKONGORO | 1.070 | 107,000,000 | 9 |
| 3 | DIOCESE BUTARE | 981 | 98,100,000 | 8 |
| 4 | ARCHIDIOCESE KIGALI | 881 | 88,100,000 | 8 |
| 5 | DIOCESE BYUMBA | 806 | 80,600,000 | 7 |
| 6 | DIOCESE KABGAYI | 703 | 70,300,000 | 6 |
| 7 | DIOCESE NYUNDO | 684 | 68,400,000 | 6 |
| 8 | DIOCESE RUHENGERI | 642 | 64,200,000 | 6 |
| 9 | DIOCESE KIBUNGO | 486 | 48,600,000 | 4 |
| 10 | DIOCESE CYANGUGU | 351 | 35,100,000 | 3 |
| 11 | CENTENARY HOUSE Ltd | 209 | 20,900,000 | 2 |
| | | 11,617 | | |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Performance pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Les performances de l'année sont résumées ci-dessous

| | 2024 | 2023 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| | FRW | FRW |
| Revenues financiers | 3,633,774,041 | 2,989,752,526 |
| Bénéfice brut | 3,276,518,444 | 2,813,225,121 |
| Résultat de l'exercice après impôt | 1,031,249,760 | 602,602,396 |
| Bénéfice net/(perte) marge (%) | 28% | 20% |
| Fonds propre net | 4,688,008,148 | 4,107,739,768 |

Auditeur

DNR PARTNERS CPA a été désigné en qualité d'un auditeur externe conformément au Règlement de BNR relatif aux exigences d'accréditation et autres conditions des auditeurs externes des institutions financières au Rwanda.

Événements postérieurs à la date de clôture d'exercice

Les administrateurs n'ont connaissance d'aucun événement ou circonstance survenue depuis la fin de l'exercice qui nécessiterait des modifications significatives dans les états financiers de 12 mois clos le 31 décembre 2024.

Capital souscrit versé

Le capital social de la société est de FRW 1,161,700,000 composés de 11,617 actions à FRW 100,000 chacun. Il n'y a eu aucun changement dans le capital-actions autorisé ou versé de la société au cours de l'exercice audité.

Dividende

Le ratio de distribution des dividendes pour l'année de 2024, tel que déclaré et approuvé par l'assemblée des actionnaires, était de 30 %. Le dividende pour l'année de 2024 sera proposé lors de la réunion du conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée des actionnaires.

Conseil d'administration et membres de la direction

La composition du conseil d'administration et membre de direction au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est présentée à la page 2.

Par Ordre du Conseil d'Administration

Abbé KAGIMBURA Oscar
Président



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

2. RESPONSABILITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Loi N° 007/2021 du 05/02/2021 régissant les sociétés commerciales stipule que le Conseil d'administration d'une société est responsable de tenir des livres comptables qui donnent une image sincère et fidèle de la situation financière du Réseau Interdiocésain de Microfinance ainsi que sa performance financière de la période clôturée

Les registres comptables contiennent des livres comptables appropriés et conservés sous une forme écrite ou d'une manière qui permet d'y accéder facilement et de les convertir à la forme écrite.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs doivent :

- Rassembler les procédures comptables et les appliquer avec consistance ;
- Formuler les jugements et estimations raisonnables et prudents ;
- Indiquer si les normes comptables internationales ont été suivies ;
- Préparer les états financiers sur base du principe de la continuité de l'exploitation lorsqu'il est présumé que l'organisation continuera son exploitation.

Les membres du conseil d'administration sont d'avis que les états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance donnent une image sincère et fidèle de la situation financière et de la performance financière et de la trésorerie et des notes explicatives. Les administrateurs sont d'avis que les états financiers sont conformes aux normes comptables internationales en vigueur y compris la norme comptable internationale, IFRS 9 récemment adoptée par RIM.

Les administrateurs ont évalué la capacité du Réseau Interdiocésain de Microfinance à poursuivre son exploitation et n'ont aucune raison de croire que la société ne le sera pas pendant au moins les douze prochains mois à compter de la date de signature de ces états financiers

Pour le Conseil d'Administration



Abbé KAGIMBURA Oscar
Président

Date : 21.../03./2025



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

3. RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) PLC s'engage à respecter les meilleurs principes de gouvernance d'entreprise dans la gestion des opérations de la Microfinance. La microfinance s'efforce d'assurer le respect de toutes les règles et lois du pays dans la conduite de ses affaires. La microfinance est administrée dans le but de gagner la crédibilité, de maximiser la valeur pour les actionnaires et de répondre aux attentes des autres parties prenantes. La prise de décision et les pouvoirs sont exercés avec intégrité, responsabilité et transparence.

Le conseil d'administration

Les administrateurs qui ont siégé au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 sont cités ci-dessous.

Bien que la responsabilité globale du suivi et du contrôle de la performance opérationnelle et financière de RIM Plc incombe au Conseil d'Administration, la gestion quotidienne de la société a été déléguée au Directeur Général.

Réunions du conseil et participation

Au cours de l'année 2024, sept réunions ont été tenues par le Conseil d'administration et la participation est indiquée ci-dessous ;

| Noms | Rôle | Nombre de présence en réunion |
|-------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| KAGIMBURA Oscar | Président | 7/7 |
| UWASE Béatrice | Vice-Président, Indépendante | 4/4 |
| NDATSINZE Félix | Secrétaire, Indépendant | 6/7 |
| SAFARI Laurent | Membre | 6/7 |
| GAKUBA UWACU Yvonne | Membre, Indépendante | 6/7 |
| NDAGIJIMANA Jean | Membre | 3/4 |
| TWIZERUMUREMYI Donatien | Membre | 4/7 |
| TURIKUMANA Hesron | Membre, Indépendant | 4/4 |
| MURAYIRE Médiatrice | Membre, Indépendante | 4/4 |

Comités du conseil

Le Conseil a mis en place divers comités pour l'aider à s'acquitter de son rôle de surveillance des principales activités de RIM Plc. Le conseil examine les rapports et les procès-verbaux des comités et est responsable de leurs décisions et de leurs fonctions.

Comité d'audit

Le comité d'audit du conseil se compose du président, et de trois membres. Son principal objectif est :

- D'aider le conseil à fournir un examen indépendant de l'efficacité du processus de présentation de l'information financière.



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

- Il aide à maintenir un système de contrôle interne solide et robuste de la microfinance. Il examine et approuve le plan d'audit annuel préparé par l'auditeur interne et supervise son exécution.
- Il recommande la nomination, le renouvellement et la révocation des auditeurs externes et évalue leur indépendance.
- Il garantit l'efficacité et la qualité des services d'audit externe. Il veille à ce que l'auditeur externe reçoive l'assistance voulue de la direction et du personnel pour améliorer la qualité du rapport d'audit.

Le comité d'audit du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Président du Comité. En 2024, les membres du comité d'audit du conseil ont tenu 4 (quatre) réunions et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

| Noms | Rôle | Nombres de présence en réunion |
|-------------------------|----------------|--------------------------------|
| NDATSINZE Félix | Président | 4/4 |
| TWIZEYUMUREMYI Donatien | Membre | 4/4 |
| TULIKUMANA Hesron | Membre Entrant | 2/2 |
| UWASE Béatrice | Membre Entrant | 2/2 |
| SAFARI Laurent | Membre Sortant | 2/2 |

Comité de crédit

Le comité de crédit du conseil se compose du président et de trois membres. Son objectif principal est d'examiner et de superviser la politique globale de prêt de la microfinance. Il identifie les risques de crédit pour minimiser les risques de créances douteuses, Il assiste le conseil dans l'exercice de ses fonctions d'examen de la qualité du portefeuille de prêts ; de provisionnement adéquat pour les créances douteuses conformément à la politique de provisionnement approuvée par le conseil, aux normes comptables et aux directives de la Banque Centrale. Il approuve les prêts au-dessus d'un certain seuil en fonction de la politique de prêt approuvée par le conseil.

Le comité de crédit du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par un administrateur non exécutif.

En 2024, le comité de crédits est réuni trois (3) fois et la présence est comme suit :

| Noms | Rôle | Nombres de présence en réunion |
|-------------------------|--------------------|--------------------------------|
| NDAGIJIMANA Jean | Président, Entrant | 1/2 |
| UWACU GAKUBA Yvonne | Membre | 3/3 |
| UWASE Béatrice | Membre, Entrant | 2/2 |
| SAFARI Laurent | Membre Entrant | 2/2 |
| TWIZEYUMUREMYI Donatien | Membre Sortant | 1/1 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Comité de gestion administrative et des ressources humaines

Le comité des nominations au conseil d'administration, de gestion administrative et des ressources humaines est composé du président et de trois autres membres. Son objectif principal est de faire en sorte que la microfinance dispose des bonnes ressources humaines, aux bons postes avec les bonnes ressources pour piloter les activités de la microfinance avec plus de motivation. De plus, le comité supervise les politiques, les pratiques et le recrutement en matière de rémunération ainsi que la nomination et la rémunération des membres du conseil.

Le comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre.

En 2024, les membres du comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration ont tenu cinq (5) réunions ordinaires et une extraordinaire et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

| Noms | Rôle | Nombres de présence en réunion |
|-------------------------|----------------|--------------------------------|
| SAFARI Laurent | Président | 5/5 |
| NDAGIJIMANA Jean | Membre | 5/5 |
| TWIZEYUMUREMYI Donatien | Membre Entrant | 3/3 |
| MURAYIRE Médiatrice | Membre Entrant | 3/3 |

Comité de gestion des risques et conformité

En plus des autres tâches et responsabilités que le Conseil d'Administration lui délègue à l'occasion, le Comité de Gestion des risques et conformité a le pouvoir et la responsabilité liés à l'exécution des tâches suivantes :

- (1) Examiner tous les comptes du bilan, compte d'exploitation et situation des crédits et formuler des recommandations au Comité de Direction
- (2) Examiner les ratios financiers et le respect des normes prudentielles fixées par le Régulateur
- (3) Examiner le projet de budget avant son approbation par le Conseil d'Administration
- (4) Examiner l'état d'exécution budgétaire
- (5) Analyse de liquidité
- (6) Analyse de taux d'intérêts
- (7) Analyse du Capital
- (8) Analyse de marché



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

En 2024, les membres du comité de gestion des risques et conformité du Conseil d'Administration ont tenu quatre (4) réunions ordinaires et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

| Noms | Rôle | Nombres de présence en réunion |
|---------------------|----------------|--------------------------------|
| UWACU GAKUBA Yvonne | Présidente | 4/4 |
| NDATSINZE Félix | Membre | 4/4 |
| TULIKUMANA Hesron | Membre Entrant | 2/2 |
| MURAYIRE Médiatrice | Membre Entrant | 1/2 |
| NDAGIJIMANA Jean | Membre Sortant | 3/3 |



4. RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

Aux Actionnaires du RIM PLC

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 Décembre 2024, le compte d'exploitation, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes explicatives, y compris le résumé de principales méthodes comptables. Ces états financiers sont à la page 16 à 35

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent, dans tous leurs aspects significatifs, une image sincère et fidèle de la situation financière du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) au 31 Décembre 2024, ainsi que la performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et ainsi qu'aux dispositions requises par la loi N°007/2021 du 05/02/2021 régissant les sociétés commerciales, et Loi n° No 072/2021 OF 05/11/2021 portant organisation de l'activité de micro finance

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section 5 du présent rapport intitulée « les responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de RIM conformément au Code de la déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales comptable (le Code IESBA) ainsi qu'aux règles qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Rwanda et nous nous sommes acquittés des responsabilités qui nous incombent selon ces règles et le Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants (les preuves comptables ainsi que d'autres pièces justificatives) que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion indépendante sur les états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) PLC.

QUESTIONS ESSENTIELLES EN MATIÈRE D'AUDIT

Les points essentiels de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des états financiers de l'exercice en cours. Ces points ont été abordés dans le cadre de notre audit des états financiers de Microfinance dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces points.

| Questions essentielles d'audit | Comment notre audit a abordé la question clé de l'audit |
|---|---|
| <p>Provision de Pertes de crédit attendues</p> <p>Les prêts et avances aux clients représentent une part importante du total des actifs de la microfinance. L'estimation des pertes de crédit attendues (ECL) sur les prêts et avances aux membres requiert un jugement de la direction quant aux hypothèses retenues dans les modèles de calcul des Pertes de crédit attendues (ECL).</p> <p>Les domaines essentiels dans lesquels un jugement important a été exercé et, par conséquent, un niveau accru d'attention à l'audit a été appliqué, comprennent</p> <ul style="list-style-type: none"> • les hypothèses retenues pour le calcul des probabilités de défaut (PD), des pertes en cas de défaut (LGD) et des expositions en cas de défaut (EAD) pour les différents segments ; • les jugements portés pour déterminer la structuration des facilités conformément à la norme IFRS 9. En particulier, l'identification d'une augmentation significative du risque de crédit (SICR) et d'un défaut nécessite la prise en compte de critères quantitatifs et qualitatifs. Il s'agit d'un élément clé du jugement, car il détermine l'utilisation d'une PD sur 12 mois ou sur la durée de vie. La direction a appliqué des hypothèses spécifiques pour déterminer la structuration, la PD et la LGD pour certains segments du portefeuille de prêts ; et • la pertinence des informations prospectives utilisées dans les modèles. <p>En raison de l'impact significatif des jugements de gestion appliqués dans le calcul de l'ECL, nous avons désigné cela comme un point clé de l'audit.</p> | <p>Nos procédures d'audit ont porté sur les aspects significatifs du jugement et des estimations susceptibles d'entraîner des anomalies significatives dans les états financiers. Ces procédures comprenaient :</p> <p>Nous avons obtenu la méthodologie de Microfinance pour déterminer les pertes de crédit attendues (ECL), y compris les variations au cours de l'exercice, et l'avons évaluée au regard des exigences de la norme IFRS 9.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons testé l'application des extraits de « jours de retard de paiement (DPD) » de Microfinance à la classification du portefeuille de prêts selon les trois étapes requises par la norme IFRS 9. Pour un échantillon de prêts, nous avons recalculé le DPD appliqué dans le modèle et l'avons adapté à celui-ci, conformément au modèle de Microfinance et aux dossiers clients respectifs. De plus, nous avons évalué les informations qualitatives utilisées par RIM Plc pour déterminer la stadification appropriée. • Nous avons obtenu une compréhension de la base utilisée pour déterminer les probabilités de défaut. • Nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude des données historiques utilisées pour le calcul des PD et des PCD, et les avons recalculées sur la base d'un échantillon. • Pour les PCD, nous avons testé les hypothèses relatives au calendrier des flux de trésorerie sur la base de données empiriques. De plus, pour les facilités garanties, nous avons adapté les valeurs des garanties utilisées dans le modèle ECL aux rapports d'évaluateurs externes. • Nous avons testé, sur la base d'un échantillon, le caractère raisonnable de l'EAD pour les expositions au bilan ; • Concernant les informations prospectives, nous avons évalué la pertinence du modèle, y compris les hypothèses retenues ; nous avons corroboré les données à l'aide d'informations publiques ; et • Nous avons évalué si les informations fournies dans les états financiers concernant les principaux jugements et hypothèses étaient adéquates. |

Responsabilités du Conseil d'administration pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers qui présentent une image sincère et fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), des pratiques comptables en vigueur au Rwanda, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers qui n'ont pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.



DNR Partners CPA Ltd
 ★ 21 MAR 2025 ★
 Certified Copy of Original



Lors de la préparation des états financiers, c'est au conseil d'administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les problèmes relatifs à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de l'organisation.

5. RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble n'ont pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de fournir un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspondant à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISAs) permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont raisonnables de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celles-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISAs), nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette



incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations ultérieures pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons au Conseil d'Administration notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute faiblesse importante du contrôle interne que nous aurions relevées au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les anomalies communiquées au Conseil d'Administration, nous déterminerons qu'elles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : Ce sont les anomalies importantes de l'audit.

Nous décrivons ces anomalies dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminerons que nous ne devrions pas communiquer une anomalie dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette anomalie dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

La Loi n ° 007/2021 du 05/02/2021 relative aux sociétés exige que, dans le cadre de notre audit, nous examinons et vous rendions compte des points suivants. Nous confirmons que :

- Il n'y a aucune circonstance qui puisse menacer notre indépendance en tant qu'auditeur du Réseau Interdiocésain de Microfinance ;
- Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui au mieux de notre connaissance et croyance sont nécessaires aux fins de notre audit ;
- A notre avis, les livres comptables ont été tenus par le Réseau Interdiocésain de Microfinance telle qu'il ressort de nos vérifications de ces livres, l'état de la situation financière et l'état du résultat global sont en accord avec les livres comptables.
- Nous n'avons pas de relation d'intérêts et des dettes envers le Réseau Interdiocésain de Microfinance.

Nous avons communiqué au Conseil d'administration du Réseau Interdiocésain de Microfinance, par le biais d'une lettre de contrôle interne et de gestion, les faiblesses de contrôle interne identifiées dans le cadre de notre audit, y compris nos recommandations relatives à ces faiblesses

Selon les informations et les explications qui nous ont été fournies en tant qu'auditeur externe du Réseau Interdiocésain de Microfinance, comme le montrent les documents comptables et autres pièces justificatives de l'institution, les états financiers ont été préparés conformément aux articles 121 « Normes à suivre pour la préparation du bilan » et 123 « Exigences relatives aux comptes annuels particuliers » de la loi sur les sociétés.

L'Associé responsable de l'audit ayant donné lieu au présent rapport de l'auditeur indépendant est Dieudonne NGIRIMANA, avec licence de l'ICPAR (Rwanda) : No PC/CPA0436/0113.



Dieudonne NGIRIMANA, FCCA
Managing Partner
DNR Partners CPA
Kigali-Rwanda

Date: 21/03/2025

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

6. LES ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

6.1 COMPTE DE RESULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| Description | Notes | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
|---|-------|----------------------|----------------------|
| | | FRW | Frw |
| Revenus financiers | 2 | 3,633,774,041 | 2,989,752,526 |
| Charges financières | 3 | (357,255,597) | (176,527,405) |
| Revenus financiers nets | | 3,276,518,444 | 2,813,225,121 |
| Frais et Commissions sur crédits | 4 | 431,266,508 | 462,345,182 |
| Revenus et Commissions nets | | 3,707,784,952 | 3,275,570,303 |
| Charge de dépréciation sur Crédits | 5 | (53,294,322) | (189,959,057) |
| Dépenses opérationnelles | 6 | (2,556,958,137) | (2,324,363,696) |
| Résultat d'exploitation | | 1,097,532,493 | 761,247,550 |
| Revenus hors exploitation | 7 | 346,727,924 | 144,851,896 |
| Résultat de l'exercice avant impôt | | 1,444,260,417 | 906,099,446 |
| Impôt sur le résultat | 8 | (413,010,657) | (303,497,050) |
| Résultat net de l'exercice après impôt | | 1,031,249,760 | 602,602,396 |

Les états financiers ainsi que les notes explicatives de la page 20 à 35 ont été approuvés et signés par :

DNR Partners CPA Ltd
 ★ 21 MAR 2025 ★
 Certified Copy of Original

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

6.2 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2024

| ACTIF | Note | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
|--|-------------|-----------------------|-----------------------|
| | | Frw | Frw |
| Valeurs en caisse et Microfinance | 9 | 4,311,862,386 | 2,510,742,916 |
| Placement à terme avec les Intérêts | 10 | 1,600,000,000 | 500,000,000 |
| Intérêts à recevoir | 11 | 64,366,752 | 50,877,805 |
| Crédits à la clientèle | 12 | 16,532,497,564 | 13,170,017,542 |
| | | 22,508,726,702 | 16,231,638,263 |
| Actif Immobilisé et droit au bail | | | |
| Immobilisations Corporelles | 13 | 580,099,015 | 502,502,726 |
| Immobilisations incorporelles | 14 | 143,917,188 | 63,062,786 |
| Droit au bail | 15 | 281,526,278 | 456,375,178 |
| Impôts différé | 8 | 21,257,600 | 11,454,054 |
| | | 1,026,800,081 | 1,033,394,744 |
| Autres actifs | | | |
| Débiteurs divers | 16 | 9,707,795 | 45,082,386 |
| Autre actif | 17 | 15,990,532 | 10,577,280 |
| Compte de régularisation actif | 18 | 35,736,185 | 27,171,176 |
| | | 61,434,512 | 82,830,842 |
| TOTAL ACTIF | | 23,596,961,295 | 17,347,863,848 |
| PASSIF | | | |
| Dépôts de la clientèle | 19 | 13,924,754,119 | 10,416,877,283 |
| Intérêts courus à payer | | 36,571,015 | 33,918,948 |
| Emprunts | 21 | 4,173,701,447 | 1,617,391,758 |
| Obligations locatives | 22 | 205,400,894 | 393,778,565 |
| Autres passifs | 23 | 246,050,919 | 536,410,850 |
| Compte de régularisation passif | 24 | 110,597,556 | 93,269,983 |
| Impôts sur les bénéfices à payer | | 211,877,197 | 148,476,694 |
| TOTAL PASSIF | | 18,908,953,147 | 13,240,124,081 |
| Fonds propres | | | |
| Capital souscrit versé | | 1,161,700,000 | 1,161,666,188 |
| Subventions | | 182,085,740 | 775,934,574 |
| Réserves légales | | 2,312,972,648 | 1,567,536,610 |
| Report à nouveau | | 1,031,249,760 | 602,602,396 |
| TOTAL FONDS PROPRES | | 4,688,008,148 | 4,107,739,768 |
| TOTAL PASSIF + FONDS PROPRES | | 23,596,961,295 | 17,347,863,849 |

Les états financiers ainsi que les notes explicatives de la page 20 à 35 ont été approuvés et signés par :

Abbé KAGIMBURA Oscar
Président du Conseil d'administration

Date : 21/03/2025

GATERA NSANZIMPURA Damien
Directeur Général

Date : 21/03/2025



**RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

6.3 ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | Capital social FRW | Report à nouveau FRW | Reserve légale FRW | Total FRW |
|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------|
| At 01 Janvier 2024 | 1,161,666,188 | 602,602,396 | 1,567,536,610 | 3,331,805,194 |
| Capital libéré | - | - | - | - |
| Résultat de l'exercice | - | 1,031,249,760 | - | 1,031,249,760 |
| Capital verse par Cartas | 33,812 | - | - | 33,812 |
| WCS subsides reclassified to reserve | - | - | 323,614,361 | 323,614,361 |
| Dividendes à payer aux actionnaires | - | (180,780,719) | - | (180,780,719) |
| Bénéfice non distribué pour l'année précédent (2023) | - | (421,821,677) | 421,821,677 | - |
| Au 31 Décembre 2024 | 1,161,700,000 | 1,031,249,760 | 2,312,972,648 | 4,505,922,408 |

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

| | Capital social FRW | Report à nouveau FRW | Reserve légale FRW | Total FRW |
|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------|
| At 01 Janvier 2023 | 1,161,666,188 | 506,707,980 | 1,212,159,203 | 2,880,533,371 |
| Résultat de l'exercice | - | 602,602,396 | - | 602,602,396 |
| Dividendes à payer aux actionnaires | - | (152,012,394) | - | (152,012,394) |
| Affectation du report à nouveau 2023 | - | - | (355,377,407) | (355,377,407) |
| Ajustement | - | 681,821 | - | 681,821 |
| Au 31 Décembre 2023 | 1,161,666,188 | 602,602,396 | 1,567,536,610 | 3,331,805,194 |

DNR Partners CPA Ltd
* 21 MAR 2025 *
Certified Copy of Original

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

6.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOSE LE 31 DECEMBRE 2024

| | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
|---|----------------------|----------------------|
| | Frw | Frw |
| Résultat avant impôt | 1,444,260,417 | 906,099,446 |
| Ajustements pour : | | |
| Dépréciation des immobilisations corporelles | 195,062,063 | 128,028,827 |
| Amortissement de prévision de Crédits à la clientèle | 415,273,908 | 355,825,784 |
| Charge de la période sur droit au bail | 174,848,900 | 169,486,489 |
| Amortissement des actifs incorporels | 19,530,682 | 1,771,943 |
| Ajustement | | 681,821 |
| Résultat opérationnel avant variations des actifs et passifs opérationnels | | 1,561,894,310 |
| Variations de l'actif et du passif d'exploitation : | | |
| Diminution / (augmentation) des prêts à la clientèle | (3,777,753,930 | (3,695,188,503) |
|) | | |
| Diminution / (augmentation) des autres actifs | 21,396,330 | (22,870,987) |
| (Diminution) / augmentation des dépôts des clients | 3,507,876,836 | 1,526,291,621 |
| Intérêts à recevoir | (13,488,947) | (11,294,475) |
| Intérêts courus à payer | 2,652,067 | |
| Augmentation / (diminution) des autres créditeurs (hors éléments reportés) | (273,032,358) | 314,285,228 |
| Impôt sur le revenu payé | (359,413,700) | (230,619,505) |
| Trésorerie nette utilisée dans les activités d'exploitation | 1,357,212,268 | (557,502,311) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | | |
| Achat d'immobilisations corporelles | (272,658,352) | (319,459,017) |
| Achat immobilisations (Incorporelles) | (100,385,084) | (48,830,094) |
| Ajustements des immobilisations(corporelles) | | 173,801 |
| Flux de trésorerie nets provenant / (utilisés dans) les activités d'investissement | (373,043,436) | (368,115,310) |
| Flux de trésorerie lies a des activités de financement | | |
| Capital souscrit versé | 33,812 | |
| Obligation locatives | (188,377,671) | (176,107,507) |
| Payments de subvention | (270,234,473) | - |
| Paiement de Dividende | (180,780,719) | (152,012,394) |
| Augmentation des emprunts financiers | 2,556,309,689 | 838,776,899 |
| Trésorerie nette générée par les activités de financement | 1,916,950,638 | 510,656,998 |
| Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 2,901,119,470 | (414,960,623) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année (au 01 janvier) | 3,010,742,916 | 3,425,703,539 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année | 5,911,862,386 | 3,010,742,916 |

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

6.5 NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

1. Généralité

1.1 Brève historique.

RIM Plc est une société privée par actions de droit Rwandais créée par les diocèses catholiques du Rwanda, CORAR et la Caritas Rwanda en qualité d'actionnaires. Comme genèse, RIM PLC est le fruit et l'aboutissement de plusieurs étapes de développement institutionnel. Au départ en 1998, les activités de microfinance étaient exécutées sous forme de projet soutenu techniquement et financièrement par Catholique Relief Services (C.R.S) dans l'Archidiocèse de Kigali. Vers les années 2000, l'expérience de ce projet a généré un programme de développement durable appelé NKUNGANIRE. Parallèlement, sous le modèle NKUNGANIRE, d'autres programmes naissaient dans les autres diocèses à travers tout le pays.

En mars 2004, une idée de créer une institution au niveau de chaque diocèse et en faire l'union au niveau national s'était concrétisée. C'est ainsi que les diocèses catholiques au Rwanda et la Caritas Rwanda ont décidé de créer une institution de forme juridique de société anonyme au nom de RIM PLC.

Ce réseau regroupe actuellement 11 branches et 36 guichets repartis dans les Provinces et dans la Ville de Kigali.

1.2 Mission et objet de RIM Plc

Le Réseau interdiocésain de Microfinance (RIM Plc) a été créé pour fournir essentiellement les services d'épargnes et des crédits, comme institution de microfinance sur le territoire de la République du Rwanda, afin de :

- Contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la mobilisation de l'épargne et la distribution des crédits en faveur des démunis économiquement actifs ;
- Contribuer à l'essor de la croissance socio-économique du pays par le renforcement de l'esprit d'entrepreneuriat ;
- Promouvoir la dignité humaine.

1.3 Vision de RIM Plc

La vision de RIM Plc est de devenir une banque de microfinance la plus performante avec un réseau le plus ramifié au Rwanda.



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

2. Normes effectives adoptées.

Au 31 décembre 2024, les normes internationales IFRS avaient été appliquées.

3. Recours aux estimations et jugements

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2024, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

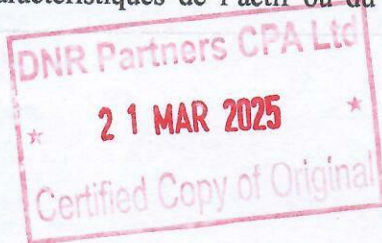
- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement et les provisions relatives aux contrats d'assurance ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat ;
- les impôts différés ;
- les incertitudes liées à l'application de certaines dispositions du règlement relatif aux indices de référence;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition. Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés. L'application de la norme IFRS 16 a conduit RIM à étendre son recours au jugement pour estimer la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs. Les incertitudes liées au contexte Covid-19.

4. Base de préparation

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les normes IFRS) et la par la loi N°007/2021 du 05/02/2021 régissant les sociétés commerciales avec Loi n° No 072/2021 OF 05/11/2021 portant organisation de l'activité de micro finance.

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains biens et instruments financiers qui ont été évalués selon leur montant réévalué ou leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme l'expliquent les méthodes comptables ci-dessous.

Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des biens et services. La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation. Lorsqu'il estime la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la microfinance prend en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif si c'est ce que



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

feraient les intervenants du marché pour fixer le prix de l'actif ou du passif à la date d'évaluation. La juste valeur aux fins de l'évaluation ou des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés est déterminée sur cette base, sauf en ce qui a trait aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 2, aux opérations de location qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 16, et aux mesures présentant certaines similitudes avec la juste valeur, mais qui ne correspondent pas à la juste valeur, par exemple la valeur nette de réalisation dans IAS 2, ou la valeur d'utilité dans IAS 36. Les principales méthodes comptables sont présentées ci-après.

1. Principales méthodes comptables

Enregistrement des produits et des charges

Les produits d'exploitation bancaire sont constitués principalement d'intérêts et commissions sur crédits accordés et sur placements d'excédents de trésorerie, de produits des opérations de trésorerie et interbancaires ainsi que des opérations diverses. Généralement ces intérêts et commissions sont comptabilisés pour leur montant couru et échu.

Disponibilités et comptes assimilés

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, les espèces et quasi-espèces comprennent les soldes de moins de 90 jours à la fin de l'exercice y compris les espèces et le solde de la Microfinance nationale du Rwanda, les bons du Trésor et autres titres de négociation.

Les placements

Les placements représentés par les dépôts à court et moyen terme sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition ; les intérêts relatifs sont reconnus en compte de résultat lorsqu'ils sont courus.

Dépôts

Les dépôts sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provision pour pertes sur prêts

Des provisions ont été établies pour les pertes sur les prêts probables. Les provisions sont reconnues lorsque RIM Plc a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'événements passés ; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ; et une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite.

Les provisions pour pertes imputées aux activités sont fondées sur le jugement de la direction sur la conjoncture économique actuelle, la valeur de la garantie sous-jacente et le risque de crédit du portefeuille de prêts, La direction est d'avis que ces provisions sont suffisantes pour les pertes sur prêts inhérentes au portefeuille de prêts.

Bien que la direction utilise l'information disponible pour comptabiliser les pertes sur les prêts, des ajouts futurs aux provisions peuvent être nécessaires en fonction de l'évolution de la conjoncture économique.



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

La Banque Nationale du Rwanda définit le niveau minimum de provision requis dans chaque cas. En vertu du Règlement no 02/2011 sur la classification et le provisionnement du crédit, les facilités de crédit sont classées dans les cinq catégories suivantes :

RIM Plc applique des critères subjectifs et objectifs pour déterminer la classification d'une installation.

Un écart important par rapport à la principale source de remboursement et la modification des modalités et des conditions de crédit pour remédier à la délinquance justifient une classification défavorable, même si la facilité de crédit semble actuelle ou à jour,

RIM Plc maintient des provisions spécifiques pour toutes les facilités de crédit non performantes. Toutes les facilités de crédit classées comme étant de qualité inférieure, douteuse ou perdante sont assujetties à des dispositions particulières, que les critères subjectifs ou objectifs aient été utilisés pour déterminer la classification.

Les provisions spécifiques pour prêts non conformes aux normes sont maintenues à au moins 25% du solde impayé de la facilité de crédit. Les provisions spécifiques pour créances douteuses sont maintenues à un minimum de 50% du solde de la facilité de crédit. Les provisions spécifiques des prêts à perte sont maintenues à 100% du solde impayé de la facilité de crédit.

Le solde impayé se compose du capital, des intérêts capitalisés et de tous les autres frais, commissions et autres montants qui ont été capitalisés dans le solde impayé ; l'intérêt pour le suspense et les sûretés peuvent être déduits du solde impayé avant de déterminer les provisions.

Provisions pour autres risques

Des provisions sont comptabilisées lorsque RIM Plc a une obligation légale et implicite résultant d'évènements passés, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être fait.

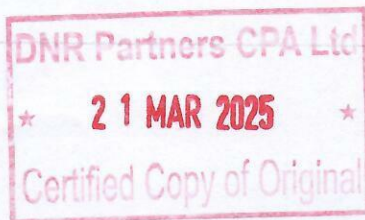
Capital et réserves

RIM Plc classe les instruments de capital en passifs financiers ou en actifs financiers d'instruments de capitaux propres conformément à la substance des termes contractuels de l'instrument.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé et le cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Les dépenses ultérieures ne sont capitalisées que lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs incorporés dans l'immobilisation corporelle. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées dans le compte de résultat en tant que charges lorsqu'elles sont encourues.



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Les amortissements sont comptabilisés comme charges suivant la méthode linéaire, aux taux suivants, en fonction de leur durée d'utilisation estimative. Les taux en vigueur qui tiennent compte de la durée de vie raisonnable des biens comme détaillé ci-après sont utilisés :

| Description | Taux d'amortissement |
|-------------------------------------|-----------------------------|
| Mobilier, Agencement et accessoires | 25% |
| Matériel roulant | 25% |
| Logiciel informatique | 25% |
| Matériel et mobilier de bureau | 25% |
| Matériel informatique | 50% |

Amortissement

Le Microfinance a maintenu les durées dégagées par l'utilisation des taux fiscaux.

Les plus-values et les pertes de cession d'immobilisations corporelles sont déterminées en fonction de leur valeur comptable et du produit de la vente. Ces plus-values ou pertes sont portées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont générées.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au cout historique moins l'amortissement cumulé.

L'amortissement est imputé au compte de résultat sur base linéaire afin d'amortir le cout ou l'évaluation des actifs sur leur durée d'utilité estimée. Les actifs incorporels représentent les licences de logiciels informatiques. Le taux utilisé est indiqué dans le tableau des taux là-dessus.

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de l'entité est le Franc Rwandais comme étant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités

Monnaies étrangères

Dans le cadre de la préparation des états financiers des entités de la microfinance, les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité (monnaie étrangère) sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque date de clôture, les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont reconvertis en utilisant le cours en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires comptabilisés à la juste valeur et libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant les cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique et libellés en monnaie étrangère ne sont pas reconvertis

Comparatif

Au besoin, les chiffres comparatifs sont à juté être conformes aux changements de présentation de l'année en cours.



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Impôt sur les sociétés

RIM Plc paie l'impôt sur les sociétés conformément à la législation fiscale rwandaise.

Avantages pour les employés

RIM Plc verse un salaire mensuel au personnel et une contribution réglementaire connexe de 5% au régime de retraite national et 0.3% en relation du congé de maternité.

Intérêts et produits assimilés

Les intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lors de sa réception. Les revenus d'intérêts sur les prêts sont portés aux résultats. RIM Plc comptabilise ses produits d'intérêts en se référant au principal payé et au taux d'intérêt effectif applicable.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont initialement comptabilisés dans l'état de la situation financière de la microfinance au coût, en utilisant la comptabilisation à la date de règlement, lorsque la microfinance est devenue partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les méthodes comptables spécifiques adoptées par la microfinance sur les instruments financiers détenus à la date du bilan sont résumées ci-dessous.

Prêts et avances

Les prêts et avances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et que la microfinance n'a pas l'intention de vendre immédiatement ou à court terme.

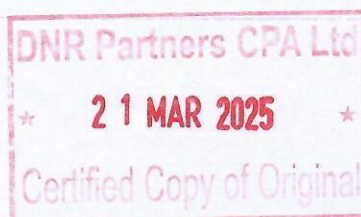
Les prêts sont comptabilisés au montant en principal, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts, dépréciations et frais de prêts non acquis. Tous les prêts et avances sont comptabilisés lorsque l'argent est avarice aux emprunteurs.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont classés en quatre catégories : les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise et les actifs disponibles à la vente.

Ils sont comptabilisés au coût amorti, la perte ou le profit étant constatés dans le résultat de l'exercice. Le coût amorti est défini par la norme comme « le montant auquel un actif ou un passif financier a été évalué lors de sa comptabilisation initiale diminué des Remboursements en principal et majoré ou diminué l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance (prime de remboursement ou d'émission, frais d'émission par exemple) et diminue de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité ».

Les actifs et passif financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant constatées dans le résultat de l'exercice. Les instruments financiers dérivés sont toujours constatés comme des actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction. La juste valeur est définie comme étant « le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif réglé, entre deux parties bien informées et



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

consentantes dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale ».

Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant soit incluses dans le résultat net de l'exercice soit constatées en capitaux propres, jusqu'au moment où ils sont vendus, recouvrés, transférés ou considérés comme dépréciés.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance et les prêts émis jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti, la perte ou le profit étant constatés dans le résultat de l'exercice. Le coût amorti est défini par la norme comme « le montant auquel un actif ou un passif financier a été évalué lors de sa comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal et majoré ou diminué de l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance (prime de remboursement ou d'émission, frais d'émission par exemple) et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité ».

Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant soit incluses dans le résultat net de l'exercice soit constatées en capitaux propres, jusqu'au moment où ils sont vendus, recouvrés, transférés ou considérés comme dépréciés.

Créditeurs

Les dettes envers les fournisseurs sont évaluées à leur valeur nominale.

Continuité des opérations

Les états financiers sont préparés en vertu du principe de continuité d'exploitation. Ce principe veut que pour l'établissement des comptes, l'institution soit considérée comme devant poursuivre normalement son activité dans un avenir prévisible.

Evènements subséquents

RIM Plc n'a eu aucun évènement qui serait considéré comme important pour les opérations de l'institution financière entre la période du 01 Janvier 2024 et la date du rapport d'audit.

Subvention et fonds de crédits

Les subsides de l'Organisation sont les subventions reçues des différents partenaires pour être utilisées dans les activités d'exploitation et d'investissement. Elles sont comptabilisées dans les capitaux propres et amorti à chaque temps qu'on l'utilise dans les activités. Soit activités d'exploitation et d'investissements. Parmi eux, inclus les fonds de crédit pour être utilisés en donnant les crédits au groupe cibles et le produit provenant de ces crédits sont partagés par le partenaire et le RIM Plc selon les rubriques du document signé entre les parties (MOU : Memorandum of Understanding).



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| 2 | Revenus financiers | | |
|-----|---|----------------------|----------------------|
| | Intitulé | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
| | | Frw | Frw |
| | Intérêts sur crédits | 3,422,842,353 | 2,799,920,608 |
| | Intérêts reçus sur les opérations avec les microfinances commerciales | 210,931,688 | 189,831,918 |
| | | 3,633,774,041 | 2,989,752,526 |
| 2.1 | Intérêts sur crédits | | |
| | Intérêts sur crédits de trésorerie | 1,616,075,365 | 1,542,487,593 |
| | Intérêts sur crédits équipement | 372,847,423 | 31,246,048 |
| | Intérêts crédits de consommation | 33,911,078 | 831,593 |
| | Intérêts sur Crédit Habitat | 296,590,003 | 258,771,779 |
| | Intérêts sur autres crédits | 795,048,161 | 822,285,367 |
| | Intérêts courus à recevoir sur les crédits | 56,236,381 | |
| | Intérêts de retard sur crédits | 252,133,942 | 144,298,228 |
| | | 3,422,842,353 | 2,799,920,608 |
| 2.2 | Intérêts reçus des établissement financiers | | |
| | Intérêts sur comptes ordinaires des banques au Rwanda | 142,606,599 | 142,331,918 |
| | Intérêts sur comptes et prêts de trésorerie à terme | 68,325,089 | 47,500,000 |
| | | 210,931,688 | 189,831,918 |
| 3 | Charges financières | | |
| | Intitulé | | |
| | Intérêts sur dépôts | 200,647,833 | 123,950,044 |
| | Intérêts sur Emprunts financiers | 156,607,764 | 52,577,361 |
| | | 357,255,597 | 176,527,405 |
| 3.1 | Intérêts et Commissions sur dépôts | | |
| | Intérêts sur autres dépôts de la clientèle | 46,906,477 | 24,864,058 |
| | INTERET/EPARGNE NYUNGURA | 64,123,900 | 18,744,269 |
| | Intérêts sur dépôts à terme | 89,617,456 | 80,341,717 |
| | | 200,647,833 | 123,950,044 |
| 3.2 | Intérêts sur Emprunts | | |
| | Intérêts sur Emprunts financiers | | 1,434,733 |
| | Intérêts sur Emprunt financier BANCA ETHICA | 25,116,732 | 8,176,920 |
| | Intérêts sur Emprunt financier BNR | 9,719 | 52,715 |
| | Intérêts sur Emprunt financier BRD-ENABEL | 20,021,920 | 24,225,010 |
| | Intérêts sur Emprunt financier BRD-AFFIR | 46,776,758 | 7,007,306 |
| | Intérêts sur Emprunt financier BRD-CDAT | 64,682,635 | 11,680,677 |
| | | 156,607,764 | 52,577,361 |
| 4 | Frais et Commissions sur crédits | | |
| | Commission de service sur crédits | 261,254,969 | 86,495,159 |
| | Commission et frais de dossiers sur crédits | 100,548,693 | 236,766,319 |



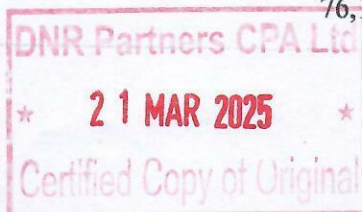
RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | | |
|------------|--|----------------------|----------------------|
| | Commission sur fonctionnement de compte (tenue de compte) | 50,517,273 | 116,216,557 |
| | Commission sur salaires transférés | 14,983,713 | 19,526,307 |
| | Commission sur virements | 1,107,900 | 239,500 |
| | Commission sur SMS alerte | 2,853,960 | 3,101,340 |
| | Commissions sur autres moyens de paiement | | |
| | | 431,266,508 | 462,345,182 |
| 5 | Charges de dépréciation sur crédits Intitulé | | |
| | Dotation pour dépréciations des créances sur la clientèle | 992,674,811 | 1,175,145,716 |
| | Reprise des provisions des créances sur la clientèle | (933,226,687) | (985,101,749) |
| | IFRS 9 Mouvement | 59,448,124 | 190,043,967 |
| | Perte sur créance irrécupérables couvertes par des dépréciations | 18,472,275 | 36,594,647 |
| | Récupérations sur créances radiés | (24,626,077) | (36,679,557) |
| | | 53,294,322 | 189,959,057 |
| 6 | Dépenses opérationnelles Intitulé | | |
| | Coût du Personnel (6.1) | 1,170,689,795 | 1,124,198,403 |
| | Impôts et Taxes (6.2) | 30,275,856 | 30,449,878 |
| | Loyers et Charges liés aux locaux (6.3) | 426,349,244 | 387,471,208 |
| | Honoraires et Prestation externes (6.4) | 55,860,425 | 60,556,495 |
| | Dotation aux amortissements des immobilisations (6.5.) | 214,585,745 | 129,324,938 |
| | Charges bancaires | 3,586,541 | 3,410,390 |
| | Autres Charges diverses (Note 6.6) | 655,610,531 | 588,952,384 |
| | | 2,556,958,137 | 2,324,363,696 |
| 6.1 | Coût du Personnel | | |
| | Salaires et appointements | 886,814,947 | 743,062,479 |
| | Primes et gratifications | 99,080,793 | 183,010,048 |
| | Autres rémunérations du personnel | 75,926,000 | 64,005,813 |
| | Charges d'assurances sociales | 48,728,547 | 58,757,090 |
| | Charges de formation | 11,320,426 | 40,474,162 |
| | Indemnités de caisse | 5,802,000 | 5,667,750 |
| | Soins médicaux | 42,917,082 | 29,221,061 |
| | Frais funéraires | 100,000 | - |
| | | 1,170,689,795 | 1,124,198,403 |
| 6.2 | Impôts et Taxes | | |
| | Taxe urbaine | 119,200 | 1,645,075 |
| | Patente | 7,394,000 | 4,920,900 |
| | Taxes locales | | 3,941,050 |
| | Autres impôts, taxes et droits assimilés | 22,762,656 | 19,942,853 |
| | | 30,275,856 | 30,449,878 |
| 6.3 | Loyers et Charges liés aux locaux | | |
| | Loyers de location simple | 243,021,240 | 223,071,899 |
| | Frais d'entretien et réparation | 8,102,619 | 6,727,740 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | | |
|-----|---|--------------------|--------------------|
| | Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible | 24,079,329 | 21,278,913 |
| | Frais de nettoyage | 16,770,344 | 17,493,202 |
| | Frais de gardiennage | 134,375,712 | 118,889,454 |
| | | <u>426,349,244</u> | <u>387,461,208</u> |
| 6.4 | Honoraires et Prestation externes | | |
| | Frais et honoraires de contentieux liés aux crédits | 37,997,075 | 40,066,816 |
| | Honoraires des commissaires aux comptes et auditeurs externes | 16,150,000 | 10,620,000 |
| | Autres honoraires de conseil | 1,713,350 | 9,869,679 |
| | | <u>55,860,425</u> | <u>60,556,495</u> |
| 6.5 | Dotations aux amortissements des immobilisations | | |
| | Dotations aux amortissements des immobilisations incorporels | 19,530,682 | 24,463,959 |
| | Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles d'exploitation | 195,055,063 | 81,242,032 |
| | | <u>214,585,745</u> | <u>105,705,991</u> |
| 6.6 | Autres Charges diverses | | |
| | Transport et déplacement | 63,712,362 | 56,873,302 |
| | Missions et réceptions | 49,498,061 | 40,319,692 |
| | Primes d'assurance (hors locaux) | 21,595,975 | 20,015,722 |
| | Publicité et relations publiques | 25,915,404 | 13,934,475 |
| | Imprimés | 59,053,770 | 58,314,816 |
| | Carburant | 38,024,149 | 37,225,601 |
| | Fournitures de bureau | 55,823,854 | 55,652,416 |
| | Frais postaux et de télécommunications | 58,300,854 | 49,707,923 |
| | Frais d'accès au VPN (Interconnexion) | 103,811,217 | 90,747,294 |
| | Frais d'accès au CRB | 55,105,246 | 54,685,276 |
| | Frais d'entretien et réparation matériel et mobilier | 38,062,851 | 26,785,394 |
| | Frais d'entretien Matériel Roulant | 20,895,500 | 15,259,507 |
| | Frais de Maintenance du Logiciel | 1,000,416 | 10,156,051 |
| | Divers autres charges externes | 187,486 | 1,784,251 |
| | Frais de conseil et d'assemblée | 35,933,112 | 16,753,565 |
| | Dons et libéralités | 168,000 | 2,811,249 |
| | Cotisation professionnelles | 1,782,384 | 1,765,915 |
| | Frais de Supervision par BNR | 2,244,009 | 100,000 |
| | Contribution au DGF | 10,275,010 | 9,106,107 |
| | Pénalités et débits | 1,255,500 | 424,467 |
| | Frais d'actes et de contentieux non liés aux crédits | 555,192 | 597,850 |
| | Pertes et Charges Diverses | 11,869,915 | 24,962,716 |
| | Diverses autres charges générales d'exploitation | 540,264 | 968,795 |
| | | <u>655,610,531</u> | <u>588,952,384</u> |
| 7 | Revenus hors exploitation | | |
| | Intitulé | | |
| | Ventes des imprimés | 76,179,170 | 30,260,799 |



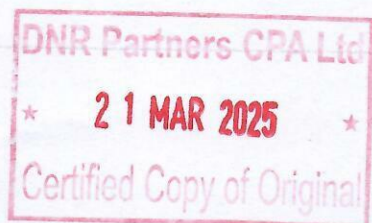
RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | |
|---|----------------------|----------------------|
| Produits Western Union | 18,514 | 131,542 |
| Produits Money Gramm | 670,041 | 555,485 |
| Produits MOBICASH | | - |
| Vente de chéquiers | 16,600 | 38,863,610 |
| Produit sur compte parrainé | 2,629 | 2,925 |
| Divers autres produits accessoires | 75,671,349 | 45,494,147 |
| Autres produits sur prestations de services | 22,371,174 | 1,136,610 |
| Autres produits sur valeurs et emplois divers | 240,171 | 1,313,646 |
| Autres produits sur opérations avec la clientèle | | - |
| Plus-value de cession des immobilisations | 7,158,000 | 330,000 |
| Reprises des subventions d'investissement reçues | 23,024,280 | - |
| Reprises des subventions d'investissement reçues | | - |
| Subventions de WORLD VISION | 118,672,442 | |
| Subventions d'exploitation reçues | 22,703,554 | 26,763,132 |
| | 346,727,924 | 144,851,896 |
| 8 Impôt sur le résultat et impôt différé | | |
| Intitulé | | |
| Résultat avant impôt | 1,444,260,417 | 906,099,446 |
| Dépenses non déductibles | | |
| Dotations aux amortissements des immobilisations | | |
| Carburant | 7,604,830 | 7,445,120 |
| Communication | 10,047,399 | 7,181,304 |
| Dotation aux provisions des crédits Sains | | - |
| Détournement de fond par des employés | 11,869,915 | 22,000,000 |
| Prime de performance | (40,907,335) | 40,907,335 |
| Constatation du 13e mois et prime sur rendement | 75,920,000 | |
| Amendes et pénalités | 1,255,500 | 424,467 |
| Depreciation non soumise dans le grand livre envoyé à RRA | | 23,618,947 |
| Dépense non soumise dans le grand livre envoyé à RRA | | 16,603,854 |
| Total des dépenses non déductibles | 1,510,050,726 | 1,024,280,473 |
| Impôt de la période du 01/01 au 13/09/2023 | | 215,519,837 |
| Impôt de la période du 14/09 au 31/12/2023 | | 85,646,685 |
| Impôt de la période 2024@28% | 422,814,203 | |
| Impôt de la période avant l'Impôt diffère | 422,814,203 | 301,166,522 |
| Plus | | |
| Increase/Decrease in Deferred tax asset | (9,803,546) | 2,330,528 |
| Impôt totale de la période | 413,010,657 | 303,497,050 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | 31-Dec-24 | Montant imputé au résultat | 31-Dec-23 |
|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|
| | Frw | Frw | Frw |
| Impôts différé | 21,257,600 | 9,803,546 | 11,454,054 |
| Différence temporaire | | | |
| Constatation du 13e mois et prime sur rendement | 75,920,000 | | 40,907,335 |
| | | | |
| 9 Valeurs en caisse et Microfinance | | | |
| Intitulé | 31-Dec-24 | | 31-Dec-23 |
| | FRW | | Frw |
| Valeurs en caisse | 431,226,970 | | 329,732,648 |
| Dépôts bancaires ordinaires | 3,880,635,416 | | 2,181,010,268 |
| | <u>4,311,862,386</u> | | <u>2,510,742,916</u> |
| 10 Placement à terme | | | |
| Placement à terme | <u>1,600,000,000</u> | | <u>500,000,000</u> |
| | 1,600,000,000 | | 500,000,000 |
| 11 Intérêts à recevoir | | | |
| Intérêts à recevoir sur placement a terme | <u>64,366,752</u> | | <u>50,877,805</u> |
| | 64,366,752 | | 50,877,805 |
| 12 Crédits à la clientèle | | | |
| Montant brut (13.1) | 16,947,771,472 | | 13,525,843,326 |
| Amortissement ou Provision | <u>(415,273,908)</u> | | <u>(355,825,784)</u> |
| | <u>16,532,497,564</u> | | <u>13,170,017,542</u> |
| 12.1 Crédits à la clientèle | | | |
| Intitulé | | | Frw |
| Crédit de Campagne et financement de stocks | 12,000,000 | | 42,994,202 |
| Crédits Commerce | 3,455,198,454 | | 3,339,506,203 |
| Crédit Agri-élevage | 5,609,378,961 | | 5,114,318,892 |
| Crédit Artisanat | 264,496,718 | | 216,120,329 |
| Autres crédits à l'équipement | 3,571,220,136 | | 1,949,180,710 |
| Prêts Personnels | 275,720,130 | | 196,418,362 |
| Avances aux Salariés | 140,391,392 | | 137,540,706 |
| Facilité de caisse | 332,145,040 | | 121,672,052 |
| Crédits sociaux | 26,470,261 | | 45,644,504 |
| Crédits à l'habitat | 2,677,334,951 | | 1,871,216,023 |
| Crédits en souffrance | 527,179,048 | | 491,231,343 |
| Autres intérêts à recevoir | <u>56,236,381</u> | | |
| Crédits à la clientèle | <u>16,947,771,472</u> | | <u>13,525,843,326</u> |



**RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

13. Immobilisation corporelles 2024

| | Aménagement et installation | | Matériel et Mobilier de Bureau | | Matériel Roulant | Coffre-Fort | Matériel Informatique | | Groupe Electrogène | Immobilisation d'exploitation en cours | | Total |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|--|-----|-------|
| | FRW | FRW | FRW | FRW | | | FRW | FRW | | FRW | FRW | |
| Au 01 Janvier 2024 | 293,413,298 | 410,898,787 | 248,718,224 | 42,200,275 | 469,959,890 | 69,575,031 | 27,885,480 | 1,562,650,985 | | | | |
| Additions | 37,768,391 | 69,893,600 | - | - | 179,343,984 | 5,600,000 | (19,947,623) | 272,658,352 | | | | |
| Reclassification | | | (7,000) | | | | | | | | | |
| Au 31 Décembre 2024 | 331,181,689 | 480,792,387 | 248,711,224 | 42,200,275 | 649,303,874 | 75,175,031 | 7,937,857 | 1,835,309,337 | | | | |
| Minus | | | | | | | | | | | | |
| Dépréciation | | | | | | | | | | | | |
| Au 01 Janvier 2024 | 174,761,093 | 275,459,356 | 198,461,055 | 39,771,217 | 311,973,158 | 59,722,380 | - | 1,060,148,259 | | | | |
| Charge de la période | 29,603,512 | 39,660,903 | 32,363,894 | 607,293 | 90,223,917 | 2,595,544 | - | 195,055,063 | | | | |
| Au 31 Décembre 2024 | 204,364,605 | 315,120,259 | 230,824,949 | 40,378,510 | 402,197,075 | 62,317,924 | - | 1,255,203,322 | | | | |
| Au 31 Décembre 2024 | 126,817,084 | 165,672,128 | 17,886,275 | 1,821,765 | 247,106,799 | 12,857,107 | 7,937,857 | 580,099,015 | | | | |

Immobilisation corporelles 2023

| | Aménagement et installation | | Matériel et Mobilier de Bureau | | Matériel Roulant | Coffre-Fort | Matériel Informatique | | Groupe Electrogène | Immobilisation d'exploitation en cours | | Total |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|--|-----|-------|
| | FRW | FRW | FRW | FRW | | | FRW | FRW | | FRW | FRW | |
| Coût | | | | | | | | | | | | |
| Au 01 Janvier 2023 | 249,754,148 | 322,342,748 | 224,411,224 | 42,200,275 | 311,931,390 | 69,575,031 | 22,977,152 | 1,243,191,968 | | | | |
| Additions | 43,659,150 | 88,556,039 | 24,307,000 | - | 158,028,500 | - | 4,908,328 | 319,459,017 | | | | |
| Au 31 Décembre 2023 | 293,413,298 | 410,898,787 | 248,718,224 | 42,200,275 | 469,959,890 | 69,575,031 | 27,885,480 | 1,562,650,985 | | | | |
| Minus | | | | | | | | | | | | |
| Dépréciation | | | | | | | | | | | | |
| Au 01 Janvier 2023 | 142,771,474 | 242,897,303 | 187,112,332 | 39,135,342 | 263,764,822 | 56,438,159 | - | 932,119,432 | | | | |
| Charge de la période | 31,989,619 | 32,562,053 | 11,348,723 | 635,875 | 48,208,336 | 3,284,221 | - | 128,028,827 | | | | |
| Au 31 Décembre 2023 | 174,761,093 | 275,459,356 | 198,461,055 | 39,771,217 | 311,973,158 | 59,722,380 | - | 1,060,148,259 | | | | |
| VNC Au 31/12/2023 | 118,652,205 | 135,439,431 | 50,257,169 | 2,429,058 | 157,986,732 | 9,852,651 | 27,885,480 | 502,502,726 | | | | |

DNR Partners CPA Ltd
* 21 MAR 2025 *
Certified Copy of Original

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | | |
|----|--|----------------------|----------------------|
| 14 | Immobilisation incorporelles 2024 | | |
| | Coût | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
| | | FRW | FRW |
| | Au 01 Janvier | 220,452,527 | 171,622,433 |
| | Additions | 100,385,084 | 48,830,094 |
| | Au 31 Décembre | 320,837,611 | 220,452,527 |
| | Dépréciation | | |
| | Au 01 Janvier | 157,389,741 | 155,617,798 |
| | Charge de la période | 19,530,682 | 1,771,943 |
| | Au 31 Décembre | 176,920,423 | 157,389,741 |
| | VNC Au 31 Décembre | 143,917,188 | 63,062,786 |
| 15 | Droit au bail | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
| | | Frw | Frw |
| | Au 1 Janvier | 1,022,788,407 | 1,022,788,407 |
| | Additions | | - |
| | Ajustement | | - |
| | 31 Décembre | 1,022,788,407 | 1,022,788,407 |
| | Amortissement | | |
| | Au 1 Janvier | 566,413,229 | 396,926,740 |
| | Charge de la période | 174,848,900 | 169,486,489 |
| | 31 Décembre | 741,262,129 | 566,413,229 |
| | Valeur Net Comptable | 281,526,278 | 456,375,178 |
| 16 | Les débiteurs divers | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
| | Intitulé | FRW | Frw |
| | | | Frw |
| | Débiteurs divers Western Union reçus | 588,330 | 3,988,328 |
| | Débiteurs divers Money Gramm reçus | 400,707 | 446,495 |
| | Subventions d'exploitation à recevoir de de Projet ENABEL | | 38,151,946 |
| | Autres débiteurs divers | 8,718,758 | 2,495,617 |
| | Débiteur divers MOBICASH E-FLOAT | | - |
| | Stocks de fournitures de bureau et imprimés | | - |
| | Charges constatées d'avance | | - |
| | Impôt et Taxes Débiteur | | - |
| | Total | 9,707,795 | 45,082,386 |
| 17 | Autre actif | | |
| | Stock des fournitures de bureau | 10,557,054 | 6,552,448 |
| | Stock des imprimés | 5,433,478 | 4,024,832 |
| | | 15,990,532 | 10,577,280 |
| 18 | Les comptes de régularisation actif | | |
| | Charges payées d'avance (Assurance véhicule, moto, transport de fond) | 2,622,548 | 13,605,596 |
| | Coût de la sécurité | 10,000 | |

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | | |
|----|--|-----------------------|-----------------------|
| | Frais de Communication et CUG | | 2,270,200 |
| | Assurance Moto et véhicule | 10,886,229 | |
| | Maintenance du Logicielle / PUSH-PULL | | 700,413 |
| | Paiement de la 1e Tranche du Contrat de maintenance des équipements du RIM Plc | 21,937,668 | 9,971,667 |
| | Frais de taxes locales DE GISHANDA ET NYANGE | 120,000 | 130,000 |
| | Déficits de caisse non encore remboursés | 159,740 | 493,300 |
| | Total | 35,736,185 | 27,171,176 |
| 19 | Dépôts de la clientèle | | |
| | Intitulé | | |
| | Dépôts à vue | 9,272,988,074 | 8,021,759,238 |
| | Dépôts et compte à terme | 4,315,035,035 | 2,045,745,218 |
| | Dépôts de garantie | 336,731,010 | 349,372,827 |
| | | 13,924,754,119 | 10,416,877,283 |
| 20 | Intitulé | | |
| | Intérêts courus à payer | 36,571,015 | 32,699,333 |
| | | 36,571,015 | 32,699,333 |
| 21 | Emprunts financiers | | |
| | Intitulé | | |
| | Emprunt financier auprès de la BANCA ETHICA | | 53,064,960 |
| | Emprunt financier auprès de la BNR | | 2,960,109 |
| | Emprunt financier BRD-ENABEL | 284,422,020 | 361,366,689 |
| | Emprunt financier BRD- CDAT | 1,671,668,628 | 1,000,000,000 |
| | Emprunt financier BRD- AFFIR/ENABEL | 2,200,000,000 | 200,000,000 |
| | Intérêts courus à payer sur emprunts BRD | 17,610,799 | |
| | | 4,173,701,447 | 1,617,391,758 |
| 22 | Obligations locatives | | |
| | Au 1 Janvier | 393,778,565 | 569,886,072 |
| | Additions | | 102,180,331 |
| | Ajustement | | - |
| | Loyers payés | 188,377,671 | (278,287,838) |
| | Au 31 Décembre | 205,400,894 | 393,778,565 |
| 23 | Autre passifs | | |
| | Intitulé | | |
| | Créditeurs divers GRANT ENABEL | 18,713,615 | |
| | TVA Collectée | 6,438,654 | 4,715,230 |
| | TPR | 17,591,016 | 12,259,846 |
| | Contribution MUSA | 295,403 | 226,283 |
| | Autres impôts collectés à verser (Taxes sur dividendes, WHT) | 10,173,429 | 13,783,130 |
| | Créditeurs divers Western Union Envoie | 480,112 | 5,447,693 |
| | Contribution RSSB (Sécurité Sociale) | 6,743,500 | 8,432,284 |
| | Contribution RSSB (Assurance Maladie) | 8,875,174 | 40,907,335 |
| | Sanlam Assurance Vie | 6,241 | 18,740,282 |
| | Subventions reçues à affecter | | 17,717,893 |
| | Créditeurs divers JYAMBERE | 18,750,004 | 265,550,000 |

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | | |
|----|---|----------------------|----------------------|
| | Excédent de caisse | | 933,464 |
| | Divers autres créditeurs (Clients non encore identifiés) | 157,983,771 | 147,697,410 |
| | Total | 246,050,919 | 536,410,850 |
| 24 | Charges à payer | | |
| | Intitulé | | |
| | Constatation du 13e mois et prime sur rendement | 75,920,000 | 63,353,412 |
| | Facture Interconnexion MTN 12/2023 | 627,378 | 3,490,980 |
| | Facture Interconnexion Airtel 12/2023 | | 3,445,760 |
| | Constatation honoraire d'audit des Etats Financiers | | 10,620,000 |
| | Construction & Câblage du guichet de Nyarurema et RILIMA | | 136,376 |
| | Constatation des intérêts sur emprunts BRD et BANCA ETICA | | 2,509,087 |
| | Constatation honoraire d'audit des Etats Financiers 2024 | 10,620,000 | |
| | Constatation des frais de consultation additionnelle sur CRB /Mois de Dec 2024 | 3,387,936 | |
| | Constatation de la 2e tranche pour IFRS9 DESIGN MODEL | | 3,125,000 |
| | Constatation de frais d'assurance du véhicule RAD 712 v mois de novembre et Décembre 2024 | 292,998 | |
| | Constatation des frais de gardiennage Mois de Décembre 2024 | 12,927,600 | |
| | Constatation de CUG MTN Décembre 2024 | 524,923 | |
| | Construction & Câblage du guichet de NYARUREMA et RILIMA | 136,376 | |
| | Indemnités de caisses à payer | 5,854,500 | 5,631,750 |
| | Différence entre L'inventaire de Crédits encours et total de Crédits encours dans la Balance Générale | | 4 |
| | Différence entre Push-pull MTN ET RIM Plc | | 548,500 |
| | Excédents de caisses | 305,845 | 409,114 |
| | Total compte de régularisation | 110,597,556 | 93,269,983 |
| 23 | Fonds propres | | |
| | Intitulé | | |
| | Capital souscrit versé | 1,161,700,000 | 1,161,666,188 |
| | Subventions | 182,085,740 | 775,934,574 |
| | Réserves légales | 1,989,358,287 | 1,567,536,610 |
| | Report à nouveau | 955,752,115 | 645,461,736 |
| | | 4,288,896,142 | 4,150,599,108 |
| 24 | Subventions | | |
| | Subvention d'investissement UNDP/UNCDF | 37,207,531 | 21,807,531 |
| | Subvention reçue à affecter TROCAIRE | 4,114,469 | 4,114,469 |
| | Subvention d'investissement AFR | | - |
| | Fonds de crédits WORLD VISION RWANDA | - | 426,398,213 |
| | Fonds de crédits WCS | - | 323,614,361 |
| | Subventions d'investissement reçues | 140,763,740 | |
| | | 182,085,740 | 775,934,574 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

1. Divulgations

1.1. Les parties liées

| N° Dossier | Taux | Montant | Date d' Effet | Date fin | Encours | Produit | Classification | PARTIE LIE |
|-------------------------|------|-------------|---------------|------------|-------------|--------------------------------|----------------|--------------------------|
| 041PRT2022896U 00246 | 23 | 160,000,000 | 7/26/2022 | 7/26/2025 | 45,534,184 | Equipement Short Terme | Crédit Normal | Actionnaire |
| 4112024078211 | 30 | 17,000,000 | 11/04/2024 | 11/01/2025 | 5,326,381 | Facilité de caisse Short Terme | Crédit Normal | Actionnaire |
| 4112024078220 | 30 | 16,000,000 | 12/04/2024 | 12/01/2025 | 16,000,000 | Facilité de caisse Short Terme | Crédit Normal | Actionnaire |
| 4112024081942 | 8 | 150,000,000 | 31/12/2024 | 31/12/2027 | 150,000,000 | Equipement Medium Term | Crédit Normal | Actionnaire |
| 4112024079682 | 23 | 200,000,000 | 29/07/2024 | 28/07/2027 | 183,910,294 | Equipement Medium Term | Crédit Normal | Actionnaire |
| 4112023075007 | 10 | 12,000,000 | 9/15/2023 | 9/15/2025 | 6,283,278 | Agriculture Medium Terme | Crédit Normal | Conseil d'administration |
| 4112024081599 | 23 | 10,000,000 | 06/12/2024 | 06/12/2026 | 10,000,000 | Agriculture Medium Term | Crédit Normal | Conseil d'administration |

DNR Partners CPA Ltd
 * 21 MAR 2025 *
 Certified Copy of Original

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

1.2. Respect des normes prudentielles

RIM Plc est généralement en conformité avec le règlement No 60/2023 OF 27/03/2023 de la Banque Nationale du Rwanda relatif à l'organisation de l'activité de micro finance. Nous ne reprenons ici que quelque norme prudentielle de ce règlement matérialisées par les ratios suivants :

| | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
|------------------------|----------------------|----------------------|
| Capital souscrit versé | 1,161,700,000 | 1,161,666,188 |
| Réserves légales | 3,344,222,408 | 2,170,139,006 |
| Capital de base | 4,505,922,408 | 3,331,805,194 |

Le ratio du capital de base

| | | |
|--------------------------|----------------|----------------|
| Capital de base | 4,505,922,408 | 3,331,805,194 |
| Les actifs pondérés | 18,781,225,992 | 14,873,087,641 |
| RIM Ratio | 24% | 22% |
| BNR Ratio de base | 10% | 10% |

Ratio du capital total

| | | |
|--------------------------|----------------|----------------|
| Capital de base | 4,505,922,408 | 3,331,805,194 |
| Capital supplémentaire | 182,085,740 | 775,934,574 |
| Capital totale | 4,688,008,148 | 4,107,739,768 |
| Les actifs pondérés | 18,781,225,992 | 14,873,087,641 |
| RIM Ratio | 25% | 28% |
| BNR Ratio de base | 12.5% | 12.50% |

Ratio d'adéquation

| | | |
|--------------------------|----------------|----------------|
| Fonds propres | 4,688,008,148 | 4,107,739,768 |
| L'actif totale | 23,165,734,325 | 17,347,628,503 |
| RIM Ratio | 20% | 24% |
| BNR Ratio de base | 15% | 15% |

Ratio de liquidité

| | | |
|--|----------------|----------------|
| La trésorerie et la trésorerie assimilée | 5,976,229,138 | 3,061,620,721 |
| Sur l'ensemble des dépôts et passifs assimilés / éventuels libellés en monnaie locale et étrangère dont l'échéance ne dépasse pas trois mois | 14,529,850,806 | 10,416,877,283 |
| | 41% | 29% |

| | | |
|------------------|--|------------|
| BNR Ratio | | 20% |
|------------------|--|------------|

| | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
|---|-------------|-------------|
| Investissements en immobilisations et en actifs non-productif | | |
| | Frw | Frw |
| Immobilisations Corporelles | 580,099,015 | 502,502,726 |



RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE (RIM) PLC
ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

| | | |
|------------------------|------------------|------------------|
| Fonds propres | 4,688,008,148 | 4,107,739,768 |
| | 12% | 12% |
| BNR Ratio | | 50% |
| | 31-Dec-24 | 31-Dec-23 |
| NPL | Frw | Frw |
| Crédits à la clientèle | 16,947,771,472 | 13,525,843,326 |
| Crédits en souffrance | 527,179,048 | 491,231,343 |
| NPL | 3% | 4% |

1.3. Passif éventuel

L'institution avait identifié le passif éventuel. Il était essentiellement lié au crédit non performant mais la direction de l'institution a déjà fait la provision pour perte de ces crédits non performants.

1.4. Evènements survenus après le 31 décembre 2024

La direction n'a pas connu aucun évènement survenu après le 31 décembre 2024 qui nécessite un ajustement sur les états financiers.

1.5. Continuité d'exploitation

Les administrateurs n'ont pas l'intention de liquider la société ou d'arrêter ses opérations dans les prochaines 12 mois à venir à compter à partir du 1^{er} Janvier 2024.

1.6. Gestion des risques

• **Risques de liquidité**

C'est un risque actuel ou éventuel aux profits et au capital résultant de défaut du débiteur d'honorer les termes de tout contrat conclu avec une microfinance ou lorsque le débiteur faillit autrement de respecter son engagement tel que convenu ;

• **Risques de Crédit**

C'est un risque actuel ou éventuel aux profits et au capital résultant de défaut du débiteur d'honorer les termes de tout contrat conclu avec une microfinance ou lorsque le débiteur faillit autrement de respecter son engagement tel que convenu ;



• **Risque du marché et du risque opérationnel**

Risque de marché : c'est le risque de perte directe ou indirecte découlant de l'absence ou l'insuffisance des procédures de contrôle interne, des personnes et des systèmes ou qui est causé par un événement externe ou d'autres catastrophes. Il peut découler de la violation des contrôles internes

Risque opérationnel c'est un risque dont la valeur des actifs et du passif et du hors bilan de la microfinance sera négativement affectée par la fluctuation des taux du marché ou les prix tels que le taux d'intérêt, le taux de change, les prix des capitaux propres, la répartition du crédit et ou les prix des produits résultant de la perte aux profits et au capital.

